

Посольство України
в Туніській Республіці

Туніська Республіка, 1002, м. Туніс,
Нотр Дам, вулиця Сент Фюльжанс, 7

(+216) 718 498 61,
(+216) 718 408 66 (fax), emb_tn@mfa.gov.ua



Embassy of Ukraine
in the Tunisian Republic

7, Saint Fulgence Str., Notre Dame,
1002 Tunis, Tunisian Republic

tunis.mfa.gov.ua

На №13.1.1-6/19633 від 12.09.2023

**Державна служба України з
питань безпеки харчових
продуктів та захисту споживачів**

Копія: 5 ТД МЗС України

*Щодо передачі листа Держпродспоживслужби
України туніській стороні*

У рамках опрацювання вищезазначеного звернення Держпродспоживслужби України, адресованого Головному управлінню здоров'я рослин та контролю сільськогосподарських засобів виробництва Міністерства сільського господарства, водних ресурсів та рибальства Туніської Республіки щодо діючих у Тунісі фітосанітарних вимог (лист №13.1.1-9/19520 від 11.09.2023), надсилаємо у додатку отриману від МЗС Туніської Республіки відповідь з цього приводу.

При цьому туніська сторона також зазначила про наступне електронне посилання для отримання інших додаткових відомостей у рамках запиту Держпродспоживслужби України - <https://ippc.int/fr/countries/tunisia/>.

Додаток: згадане, на 3 арк.

Посол

Володимир ХОМАНЕЦЬ



ДОКУМЕНТ СЕД МЗС АСКОД

Підписувач **ХОМАНЕЦЬ ВОЛОДИМИР АНАТОЛІЙОВИЧ**
Сертифікат 248197DDFAB977E50400000020AAF4000600F603
Дійсний з 01.03.2023 12:45:17 по 29.02.2024 23:59:59



МЗС

61615/15-200-134432 від 08.11.2023

№ 06/67930 від 08.11.2023

Loi n° 92-72 du 3 août 1992, portant refonte de la législation relative à la protection des végétaux (1).

Au nom du Peuple;
La Chambre des Députés ayant adopté;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I
DISPOSITIONS GENERALES ET DEFINITIONS

CHAPITRE I

Dispositions générales

Article premier. — La présente loi fixe les dispositions générales relatives à la protection des végétaux et à l'organisation du secteur des pesticides à usage agricole.

CHAPITRE II

Définitions

Art. 2. — Au sens de la présente loi et des textes pris pour son application, on entend par :

Végétaux : Les organismes végétaux vivants et les parties de plantes vivantes y compris les semences et les fruits.

Produits végétaux : Les produits d'origine végétale non manufacturés qui, par nature ou par leur transformation, peuvent constituer un risque de diffusion d'organismes nuisibles pour les végétaux.

Organismes de quarantaine : Ennemis des végétaux ou des produits végétaux, appartenant au règne animal ou végétal, tels que les virus, microbes, mycoplasmes nuisibles aux végétaux et aux champignons comestibles inexistantes ou présents de façon limitée en Tunisie et qui doivent être combattus.

Quarantaine : Isolement sous contrôle de végétaux ou de produits végétaux reconnus atteints ou soupçonnés d'être atteints par un ou plusieurs organismes nuisibles.

Points d'entrée : Lieu d'entrée terrestre, maritime ou aérien pourvu d'un poste de douane où s'exerce le contrôle phytosanitaire et phytopharmaceutique à l'importation et à l'exportation.

Formulation : Pesticide prêt à l'emploi contenant une ou plusieurs matières actives et généralement d'autres substances.

Matière active : Constituant d'une préparation auquel est attribué en tout ou en partie son efficacité pour lutter contre les ennemis des végétaux ou améliorer la croissance des plantes.

Distributeur : Toute personne physique ou morale distribuant à titre onéreux ou gratuit des produits pesticides à partir d'un local agréé.

Pesticides à usage agricole : Tous produits répondant à l'une ou l'ensemble des définitions ci-après :

— les produits ou préparations en tant que facteurs actifs pour lutter contre les ennemis des végétaux ou produits végétaux;

— les produits ou préparations destinées à combattre ou à éliminer les ectoparasites des animaux, les micro-organismes et les virus nuisibles aux végétaux;

— les substances ou préparations destinées à assurer la conservation des végétaux ou des produits végétaux et à contrôler la croissance des végétaux;

— les autres produits destinés à améliorer l'action des préparations sus-mentionnées.

(1) Travaux préparatoires

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 22 juillet 1992.

Fabricant : Personne physique ou morale qui produit une matière active de pesticides.

Dénomination commerciale : Préparation mise en vente sous un nom propre. Une même dénomination commerciale ne peut être attribuée pour deux ou plusieurs préparations identiques.

Homologation : Acte par lequel l'autorité compétente autorise la vente ou l'utilisation d'un pesticide.

Résidu : Reste de pesticides ou de produits de leur dégradation, d'origine connu ou non, présents dans les denrées alimentaires, dans les produits agricoles ou dans des éléments de l'environnement.

Emballage : Tout matériau destiné à contenir un pesticide.

Etiquette : Toute inscription écrite ou imprimée, et toute représentation graphique appliquée ou jointe à l'emballage du pesticide destiné pour la vente.

Toxicité : Propriété physiologique ou biologique d'un produit chimique qui détermine sa nocivité potentielle et sa capacité de provoquer des lésions à des organismes vivants par un processus non mécanique.

TITRE II
DE LA QUARANTAINE

CHAPITRE I

Liste des organismes de quarantaine

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture fixe par arrêté la liste des organismes nuisibles de quarantaine contre lesquels la lutte est obligatoire.

Il fixe également par arrêté la liste nominative des végétaux et produits végétaux dont l'entrée en territoire tunisien est interdite.

L'importation, la garde, la commercialisation, la culture et le transit en Tunisie à l'état vivant des organismes nuisibles de quarantaine avec ou sans support végétal, animal ou de produit végétal sont interdits.

Toutefois et en cas de constatation d'un organisme nuisible ne figurant pas sur la liste des organismes de quarantaine mais dont la présence peut occasionner des dégâts importants aux cultures, le ministre de l'agriculture peut prendre toutes les mesures préventives à leur encontre.

Chapitre II
Services concernés

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture désigne les contrôleurs phytosanitaires des organismes de quarantaine à l'intérieur du pays et au niveau des points d'entrée.

Les contrôleurs désignés sont assermentés.

Art. 5. — Les contrôleurs phytosanitaires ont le droit d'accès à tous locaux et lieux renfermant des végétaux ou leurs produits et notamment les ports, les aéroports, les centres de tri de colis postaux, les véhicules, les avions et les bateaux pour effectuer le contrôle phytosanitaire des végétaux ou de leurs produits.

Toutefois, l'accès aux locaux d'habitation pour effectuer le contrôle sus-visé est soumis au mandat du juge d'instruction et aux dispositions du code de procédure pénale relatives aux perquisitions.

Sont considérés locaux d'habitation, les locaux réservés effectivement à l'habitation même s'ils existent dans les exploitations agricoles.

Art. 6. — Les contrôleurs phytosanitaires sont habilités à procéder aux recherches et constatations des infractions aux dispositions du titre II de la présente loi et de dresser les procès-verbaux en conséquence.

Ils sont habilités en outre à dresser des procès-verbaux de traitement, de transformation, de mise en quarantaine, de refoulement et de destruction des végétaux ou de leurs produits.

Art. 7. — Les contrôleurs phytosanitaires peuvent faire appel en cas de nécessité à l'assistance des agents de la police, de la Garde Nationale et des Douanes conformément à la législation en vigueur.

CHAPITRE III

Mesures de prévention et de lutte contre les organismes de quarantaine à l'intérieur du territoire

Section 1

Les mesures de prévention

Art. 8. — Toute personne qui, possède ou exploite une ferme ou des locaux ou moyens de transport, constate ou suspecte la présence d'un organisme nuisible de quarantaine figurant sur la liste prévue à l'article 3 de la présente loi, doit en faire immédiatement la déclaration aux services du ministère de l'agriculture. Elle est de même tenue d'informer les services sus-mentionnés de tout état anormal, pouvant endommager ou nuire aux végétaux par des parasites qui prennent ou menacent de prendre un caractère envahissant.

Section 2

Les mesures de lutte

Art. 9. — Dans le cas d'identification d'un organisme de quarantaine figurant sur la liste prévue à l'article 3 de la présente loi, le ministre de l'agriculture fixe par arrêté les mesures de lutte à entreprendre.

Les exploitants agricoles, personnes physiques ou morales et les détenteurs à quelque titre que ce soit de végétaux ou de leurs produits, et les personnes effectuant des études biologiques doivent permettre l'accès à leurs exploitations, entrepôts, magasins ou laboratoires aux contrôleurs phytosanitaires et faciliter leurs recherches et investigations pour l'identification des organismes de quarantaine.

Le contrôle est effectué sur ordre de mission établi par le ministre de l'agriculture ou par le chef de la structure chargée de la santé végétale ou par le commissaire régional au développement agricole territorialement compétent et indiquant l'organisme de quarantaine ainsi que le lieu, la date et l'heure du contrôle.

Section 3

Indemnisation compensatrice

Art. 10. — Le propriétaire ou exploitant peut s'opposer aux mesures spécifiques et isolées relatives au traitement, à la transformation ou à la destruction des végétaux ou des produits des végétaux que le contrôleur phytosanitaire juge atteints par des organismes de quarantaines.

L'intéressé présente une demande à cet effet au ministère de l'agriculture dans un délai de trois jours à compter de la notification de la mesure et procède, à sa charge, à une analyse auprès d'un laboratoire de référence et notifie à l'administration les résultats de cette analyse dans un délai d'un mois à partir de la date de sa demande.

Dans le cas où les résultats de cette analyse confirment l'opposition de l'intéressé, il sera renoncé aux mesures visées au paragraphe premier du présent article et le cas échéant, une indemnité en compensation de la contre valeur des végétaux ou produits végétaux détruits lui sera accordée.

Au cas où les cultures et les plantations saines sont endommagées du fait de l'exécution des mesures de lutte fixées par l'arrêté prévu à l'article 9 de la présente loi, il sera décidé l'octroi d'une indemnité compensatrice au profit des propriétaires ou des exploitants des cultures et des plantations endommagées et ce selon des conditions fixées par arrêté conjoint des ministres des finances et de l'agriculture après avis d'une commission technique régionale présidée par le gouverneur et dont la composition est arrêtée par décision du ministre de l'agriculture.

Aucune indemnité compensatrice du fait de l'exécution des mesures de lutte ne peut être décidée pour les cultures et les plantations affectées par les organismes de quarantaine si son propriétaire ou exploitant ne démontre pas par tous moyens de preuve qu'il a fait la déclaration prévue par l'article 8 sus-visé et qu'il a effectué les traitements nécessaires pour détruire l'organisme concerné ou en atténuer l'expansion.

En cas de désaccord sur le montant de l'indemnité compensatrice proposé, il peut être fait appel aux tribunaux compétents.

CHAPITRE IV

Mesures de contrôle phytosanitaire au niveau des points d'entrée

Section 1

Contrôle phytosanitaire à l'importation

Art. 11. — Sous réserve des dispositions de la législation en vigueur en matière de procédures d'importation, le ministre de l'agriculture peut autoriser à des fins scientifiques ou phytosanitaires l'importation des organismes de quarantaine ainsi que les catégories végétaux ou de produits végétaux dont l'entrée en Tunisie est prohibée, prévus à l'article 3 de la présente loi.

Il peut en outre autoriser le transit des organismes de quarantaine et des catégories de végétaux et leurs produits sus-visés.

L'importation et le transit sont soumis à des conditions fixées par arrêté du ministre de l'agriculture.

Art. 12. — Le ministre de l'agriculture fixe par arrêté les exigences phytosanitaires ainsi que les modalités du contrôle phytosanitaire des végétaux et produits végétaux importés en Tunisie.

Les résultats des analyses effectuées par les services du ministère de l'agriculture et par les laboratoires spécialisés dans la santé végétale et agréés par le ministre de l'agriculture font foi.

Dans un délai de trois jours à compter de la date de la notification des résultats des analyses sus-visées, l'intéressé peut demander la réalisation d'une deuxième analyse par un laboratoire de référence et notifier à l'administration les résultats de cette analyse dans un délai d'un mois à partir de la date de sa demande.

La liste des laboratoires de référence prévus par l'article 10 de la présente loi et par l'alinéa précédant du présent article est fixée par arrêté du ministre de l'agriculture.

Dans le cas où la deuxième analyse est favorable à l'intéressé, la valeur des végétaux et des produits végétaux importés conformément au présent article et leurs frais de transport lui sont remboursés.

Art. 13. — L'interception de végétaux ou de leurs produits aux points d'entrée est ordonnée si l'opération d'importation n'est pas conforme aux dispositions prévues aux articles 3 et 12 de la présente loi.

L'interception sus-visée donne lieu soit à leur traitement, soit à leur transformation, soit à leur refoulement, soit à leur destruction selon la disponibilité des techniques pour l'éradication de l'organisme concerné dans les délais prescrits par les services du ministère de l'agriculture.

Les frais découlant des opérations de traitement, transformation, refoulement et destruction sont à la charge de l'importateur.

L'importateur n'a droit à aucune compensation pour les végétaux ou leurs produits dont l'accès au territoire tunisien est interdit; quant aux végétaux ou leurs produits non interdit d'y accéder, les dispositions de l'article 12 sus-visé sont applicables.

Section 2

Contrôle phytosanitaire à l'exportation

Art. 14. — Les végétaux ou produits végétaux à l'exportation doivent être soumis à un contrôle phytosanitaire conformément aux exigences phytosanitaires du pays importateur.

Ils font en outre, l'objet d'une surveillance douanière durant leur séjour en Tunisie conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives aux produits soumis au régime de l'admission temporaire ou de transit.

Section 3

Redevances dues aux opérations de contrôle phytosanitaire

Art. 15. — Les opérations de contrôle phytosanitaire à l'importation et à l'exportation ainsi que les opérations de traitement de

végétaux et de produits végétaux importés ou destinés à l'exportation donnent lieu au paiement d'une contribution dont le montant et les modalités de perception et d'utilisation sont fixés par arrêté conjoint des ministres des finances et de l'agriculture.

TITRE III DU CONTROLE DU COMMERCE, DE LA DISTRIBUTION ET DE L'UTILISATION DES PRODUITS PESTICIDES

Art. 16. — Sous réserve des dispositions de la législation en vigueur, il est interdit de fabriquer, d'importer, de formuler, de conditionner, de tenir, de transporter, de vendre, de distribuer tout produit pesticide utilisé pour combattre les organismes nuisibles n'ayant pas fait l'objet d'une homologation ou autorisation provisoire de vente délivrée par le ministre de l'agriculture, après avis d'une commission technique dont la composition est fixée par décision du ministre de l'agriculture.

Les modalités et les conditions d'obtention de l'homologation ou de l'autorisation provisoire sont fixées par décret.

Art. 17. — Sous réserve des dispositions législatives en vigueur, toute personne physique ou morale désirant fabriquer, importer, formuler, conditionner, vendre ou distribuer des pesticides agricoles, doit obtenir préalablement l'autorisation du ministre de l'agriculture.

Les conditions et les modalités d'octroi de cette autorisation sont fixées par décret.

Art. 18. — Le contrôle des pesticides est assuré par des contrôleurs désignés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

Les contrôleurs désignés sont assermentés.

Les contrôleurs de pesticides sont habilités à effectuer leurs missions dans les locaux de fabrication, de formulation, de conditionnement et de distribution des produits pesticides. Ils sont également habilités à prélever des échantillons dans les lots importés, fabriqués, formulés, conditionnés ou mis à la vente, aux fins d'analyses physiques, chimiques, biologiques et toxicologiques et de vérifier leur conformité avec l'homologation visée à l'article 16 de la présente loi.

Les résultats des analyses effectuées par les services administratifs compétents ou par les laboratoires spécialisés dans l'analyse des pesticides agricoles et agréés par le ministre de l'agriculture font foi.

Le distributeur ou le fabricant des pesticides en question, peut, dans un délai de trois jours à compter de la date de son information des résultats des analyses sus-mentionnées, demander la réalisation d'une deuxième analyse par un laboratoire de référence et notifier à l'administration les résultats de cette analyse dans un délai d'un mois à partir de la date de sa demande.

La liste des laboratoires de référence est fixée par arrêté du ministre de l'agriculture.

Au cas où la deuxième analyse est favorable aux intéressés, ceux-ci sont, soit remboursés de la valeur des pesticides détruits et le cas échéant, des dépenses de leur transport en cas de leur interception à l'importation, soit autorisés à utiliser ces pesticides conformément aux dispositions des articles 16 et 17 sus-visés.

Art. 19. — Les contrôleurs des pesticides agricoles sont habilités à procéder aux recherches et constatations des infractions aux dispositions du titre III de la présente loi et à dresser des procès-verbaux en conséquence.

Le contrôle est effectué sur ordre de mission établi par le ministre de l'agriculture, par le chef de la structure chargée du contrôle des pesticides à usage agricole au ministère de l'agriculture ou par le commissaire régional au développement agricole territorialement compétent, et indiquant le lieu et la date du contrôle.

Art. 20. — Les contrôleurs de pesticides agricoles peuvent faire appel en cas de besoin à l'assistance des agents de la police, de la garde nationale et des douanes.

Art. 21. — Les analyses, les homologations et les autorisations provisoires de vente de pesticide sont soumises au paiement d'une contribution aux dépenses dont le montant et les modalités de perception et d'utilisation sont fixés par arrêté conjoint des ministres des finances et de l'agriculture.

TITRE IV DISPOSITIONS PENALES ET FINALES

Art. 22. — Est punie d'une amende allant de 1000 à 10.000 dinars, sans préjudice des droits des tiers, toute personne en infraction aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

En cas de récidive le tribunal compétent fixera le double du maximum de la peine.

Art. 23. — Toute infraction aux dispositions des articles 17, 18 et 19 de la présente loi est punie d'une amende de 1000 à 10.000 dinars et d'un emprisonnement d'un mois à une année ou de l'une des deux peines seulement.

Outre les peines visées au paragraphe précédent, tout contrevenant aux dispositions des articles 18 et 19 de la présente loi est puni du retrait provisoire ou définitif de l'autorisation prévue à l'article 17 sus-visé.

Art. 24. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi et notamment les décrets du 11 juillet 1932 et du 29 janvier 1934 relatifs à la protection des végétaux et la lutte contre les organismes nuisibles aux cultures ainsi que la loi n° 61-39 du 7 juillet 1961, instituant un contrôle du commerce et de l'utilisation des produits pesticides à usage agricole.

Toutefois, les dispositions de ces lois et décrets et les textes d'application y relatifs demeurent en vigueur jusqu'à la publication des décrets, des arrêtés et des textes réglementaires prévus par la présente loi.

La présente loi sera publiée au *Journal officiel de la République tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 3 août 1992.

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

Loi n° 92-73 du 3 août 1992, relative à l'exercice de la profession de psychologue de libre pratique (1).

Au nom du peuple;

La chambre des députés ayant adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit ;

Article premier. — L'exercice de la profession de psychologue de libre pratique est réservé aux personnes :

- a) de nationalité tunisienne,
- b) titulaires d'un diplôme national d'études spécialisées en psychologie appliquée ou d'un diplôme équivalent.
- c) de bonne moralité et jouissant de tous leurs droits civils.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus, des autorisations d'exercice de la profession de psychologue de libre pratique peuvent être accordées par le ministre de la santé publique aux personnes de nationalité étrangère justifiant des qualifications requises.

Art. 2. — L'exercice de la profession de psychologue de libre pratique est soumis à une autorisation préalable du ministre de la santé publique après avis d'une Commission Nationale dont la composition et le fonctionnement sont fixés par décret.

Les conditions d'attribution et de retrait de cette autorisation ainsi que les modalités d'exploitation d'un cabinet de psychologue de libre pratique sont déterminées par décret.

L'autorisation est retirée lorsque l'une des conditions légales ou réglementaires cesse d'être remplie.

(1) Travaux préparatoires

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 22 juillet 1992.

Неофіційний переклад

Закон н* 92-72 від 3 серпня 1992 року про внесення змін до законодавства про захист рослин (1).
Іменем народу; Палата депутатів прийняла; Президент Республіки оприлюднює наступний закон:

Глава I

ЗАГАЛЬНІ ПОЛОЖЕННЯ ТА ВИЗНАЧЕННЯ

Розділ I

Загальні свідчення

Стаття 1. - Цей Закон встановлює загальні положення, що стосуються захисту рослин та організації сектору пестицидів для сільськогосподарського використання.

Розділ II

Визначення

Ст. 2 - Для цілей цього Закону та текстів, прийнятих на його виконання, застосовуються такі визначення:

Рослини; живі рослинні організми та частини живих рослин, включаючи насіння і плоди

Рослинна продукція: Невироблена продукція рослинного походження, яка за своєю природою або процесом переробки може становити ризик поширення шкідливих для рослин організмів.

Карантинні організми: Вороги рослин або рослинних продуктів, що належать до тваринного або рослинного світу, такі як віруси, мікроби, мікоплазми, шкідливі для рослин і їстівні гриби, які не існують або присутні в Тунісі в обмеженій кількості і які повинні контролюватися.

Карантин: контрольована ізоляція рослин або рослинних продуктів, уражених або підозрюваних в ураженні одним або кількома шкідливими організмами.

Пункти ввезення: Місце ввезення наземним, морським або повітряним транспортом з митним постом, де здійснюється фітосанітарний та фітосанітарно-карантинний контроль імпорту та експорту.

Склад: Готовий до використання пестицид, що містить одну або більше діючих речовин і, як правило, інші речовини.

Діюча речовина: компонент препарату, якому приписують повну або часткову ефективність у боротьбі зі шкідниками рослин або поліпшення росту рослин.

Дистриб'ютор: будь-яка фізична або юридична особа, яка розповсюджує пестициди із затвердженого приміщення за плату або безоплатно.

Пестициди для сільськогосподарського використання: всі продукти, що відповідають одному або всім наведеним нижче визначенням:

- продукти або препарати як активні фактори для боротьби зі шкідниками рослин або рослинних продуктів;
- продукти або препарати, призначені для боротьби або знищення тваринних ектопаразитів, мікроорганізмів і вірусів, шкідливих для рослин;
- речовини або препарати, призначені для забезпечення збереження рослин або рослинної продукції та контролю росту рослин;
- інші продукти, призначені для поліпшення дії вищезазначених препаратів.

Виробник Фізична або юридична особа, яка виробляє діючу речовину пестициду.

Комерційна назва: Препарат, що продається під власною назвою. Однакова торгова назва не може використовуватися для двох або більше ідентичних препаратів.

Затвердження: Акт, яким компетентний орган надає дозвіл на продаж або використання пестициду.

Залишки: залишки пестицидів або продуктів їх розпаду, відомого або невідомого походження, присутні в харчових продуктах, сільськогосподарській продукції або елементах навколишнього середовища.

Упаковка: будь-який матеріал, призначений для зберігання пестицидів.

Етикетка: будь-який письмовий або друкований напис, а також будь-яке графічне зображення, нанесене на упаковку пестициду, призначеного для продажу, або прикріплене до неї.

Токсичність: фізіологічна або біологічна властивість хімічної речовини, яка визначає її потенційну шкідливість і здатність завдавати шкоди живим організмам шляхом немеханічного процесу.

Глава II КАРАНТИН

Розділ I перелік карантинних організацій

Ст. 3 - Міністр сільського господарства встановлює своїм декретом перелік карантинних шкідників, боротьба з якими є обов'язковою. Також він встановлює своїм декретом номінальний перелік рослин і рослинної продукції, ввезення яких на територію Тунісу заборонено.

Імпорт, зберігання, збут, вирощування та транзит в Тунісі в живому стані шкідливих карантинних організмів з підтримкою або без підтримки рослин, тварин або продуктів рослинного походження заборонені.

Однак, якщо буде виявлено шкідливий організм, який не входить до переліку карантинних організмів, але присутність якого може завдати значної шкоди сільськогосподарським культурам, Міністр сільського господарства може вжити всіх превентивних заходів проти нього.

Розділ II Відповідні служби

Ст. 4 - Міністр сільського господарства призначає фітосанітарних інспекторів для боротьби з карантинними шкідливими організмами в межах країни та в пунктах в'їзду.

Призначені інспектори приймають присягу.

Ст. 5 - Інспектори з карантину та захисту рослин мають право доступу до всіх приміщень і місць, що містять рослини або продукцію з них, зокрема до портів, аеропортів, центрів сортування посилок, транспортних засобів, літальних апаратів і суден, з метою проведення фітосанітарних перевірок рослин або продукції з них.

Однак доступ до житлових приміщень для проведення вищезазначених перевірок здійснюється з дозволу слідчого судді та відповідно до положень Кримінально-процесуального кодексу, що стосуються обшуків.

Житловими приміщеннями вважаються приміщення, фактично призначені для проживання, навіть якщо вони існують на території фермерських господарств.

Ст. 6 - Інспектори з карантину та захисту рослин уповноважені проводити розслідування та встановлювати порушення положень Розділу II цього Закону та складати відповідні офіційні звіти. Вони також уповноважені складати звіти про лікування, переробку, карантин, примусове вивезення та знищення рослин або продуктів їхньої переробки.

Ст. 7 - Інспектори з карантину рослин можуть, у разі необхідності, звертатися за допомогою до працівників поліції, Національної гвардії та митних органів відповідно до чинного законодавства.

Розділ III Заходи з профілактики та боротьби з карантинними шкідниками на території ЄС

Частина 1 Профілактичні заходи

Ст. 8 - Будь-яка особа, яка, володіючи або експлуатуючи господарство або приміщення чи транспортні засоби, помітила або підозрює наявність карантинного шкідника, зазначеного в переліку, передбаченому статтею 3 цього закону, зобов'язана негайно повідомити про це Міністерство сільського господарства. Він також зобов'язаний інформувати вищезгадані відомства про будь-який ненормальний стан, який може пошкодити або завдати шкоди рослинам через паразитів, які стають або загрожують стати інвазійними.

Частина 2 Заходи контролю

Ст. 9 - У разі виявлення карантинного організму, що входить до переліку, передбаченого статтею 3 цього закону, міністр сільського господарства своїм розпорядженням визначає заходи боротьби, які необхідно вжити.

Фермери, фізичні або юридичні особи та власники в будь-якій якості рослин або продукції з них, а також особи, які проводять біологічні дослідження, зобов'язані надавати інспекторам з карантину рослин доступ до своїх господарств, складів, магазинів або лабораторій і сприяти проведенню ними досліджень та перевірок з метою виявлення карантинних організмів.

Інспекція здійснюється на підставі наказу про відрядження, виданого міністром сільського господарства або керівником структури, відповідальної за здоров'я рослин, або регіональним комісаром з питань розвитку сільського господарства з територіальною юрисдикцією, із зазначенням карантинного організму, а також місця, дати і часу проведення інспекції.

Частина 3 Компенсація

Ан. 10 - Власник або оператор може заперечувати проти конкретних та ізольованих заходів, пов'язаних з лікуванням, переробкою або знищенням рослин або рослинних продуктів, які, на думку інспектора зі здоров'я рослин, уражені карантинними шкідливими організмами.

Зацікавлена сторона подає відповідний запит до Міністерства сільського господарства протягом трьох днів з моменту повідомлення про захід і проводить за власний рахунок аналіз у референс-лабораторії та повідомляє адміністрацію про результати цього аналізу протягом одного місяця з дня подання запиту.

У разі, якщо результати цього аналізу підтверджують заперечення заінтересованої особи, заходи, зазначені в частині першої цієї статті, скасовуються і, у відповідних випадках, їй надається компенсація вартості знищених рослин або рослинної продукції.

У разі пошкодження здорових посівів і насаджень в результаті здійснення заходів контролю, передбачених постановою, передбаченою статтею 9 цього Закону, буде прийнято рішення про надання компенсації власникам або операторам пошкоджених посівів і насаджень відповідно до умов, визначених спільним наказом міністрів фінансів і сільського господарства, на підставі висновку регіонального технічного комітету під головуванням губернатора, склад якого визначається за рішенням міністра сільського господарства.

Жодна компенсація за здійснення заходів боротьби не може бути присуджена щодо посівів і насаджень, уражених карантинними шкідливими організмами, якщо власник або оператор не може жодним чином довести, що він зробив заяву, передбачену вищезгаданою статтею 8, і що він провів обробку, необхідну для знищення відповідного шкідливого організму або для зменшення його поширення.

У разі незгоди щодо запропонованої суми компенсації можна звернутися до компетентних судів для прийняття рішення з цього питання.

РОЗДІЛ IV

Заходи фітосанітарного контролю в пунктах в'їзду

Частина 1 Перевірка фітосанітарного стану рослин при імпорті

Ст. 11 - За умови дотримання положень чинного законодавства щодо процедур імпорту, Міністр сільського господарства може дозволити в наукових або фітосанітарних цілях імпорт карантинних організмів і категорій рослин або рослинної продукції, ввезення яких до Тунісу заборонено, як це передбачено статтею 3 цього Закону.

Він також може дозволити транзит карантинних організмів і вищезазначених категорій рослин та продуктів з них.

Імпорт і транзит здійснюються на умовах, визначених наказом Міністра сільського господарства.

Ст. 12 - Міністр сільського господарства своїм декретом встановлює фітосанітарні вимоги та процедури фітосанітарного контролю рослин і рослинної продукції, що імпортуються до Тунісу. Результати аналізів, проведених службами Міністерства сільського господарства та лабораторіями, що спеціалізуються на здоров'ї рослин, і затверджених Міністром сільського господарства, є достовірними.

Протягом трьох днів з дати повідомлення про результати вищезазначених аналізів зацікавлена сторона може вимагати проведення повторного аналізу референс-лабораторією і повідомити адміністрацію про результати цього аналізу протягом одного місяця з дати свого запиту.

Перелік референс-лабораторій, передбачених статтею 10 цього Закону та попереднім абзацом цієї статті, визначається наказом Міністра сільського господарства.

Якщо другий аналіз є сприятливим для заінтересованої особи, їй відшкодовується вартість рослин і рослинних продуктів, імпортованих відповідно до цієї статті, та їхні транспортні витрати.

Ст. 13 - Перехоплення рослин або продуктів їхньої життєдіяльності в пунктах ввезення здійснюється у випадку, якщо імпортна операція не відповідає положенням статей 3 і 12 цього закону.

Вищезазначене перехоплення дає підстави або для їх лікування, або для їх переробки, або для їх повернення, або для їх знищення залежно від наявності методів знищення відповідного організму в строки, встановлені службами Міністерства сільського господарства.
Витрати, пов'язані з обробкою, переробкою, поверненням та знищенням, несе імпортер.
Імпортер не має права на будь-яку компенсацію за рослини або продукти їхнього походження, які заборонені до ввезення на територію Тунісу; щодо рослин або продуктів їхнього походження, які не заборонені до ввезення на територію Тунісу, застосовуються положення вищезгаданої статті 12.

Частина 2 Перевірка фітосанітарного стану рослин при експорті

Ст. 14 - Рослини або рослинна продукція, що експортуються, повинні проходити фітосанітарний контроль відповідно до фітосанітарних вимог країни-імпортера.

Вони також підлягають митному нагляду під час перебування в Тунісі відповідно до чинних законодавчих і нормативних положень, що стосуються продуктів, які підпадають під режим тимчасового ввезення або транзиту.

Частина 3 Збори, що підлягають сплаті за проведення операцій з контролю здоров'я рослин

Ст. 15 - Операції з фітосанітарного контролю при імпорті та експорті, а також операції з обробки рослин і рослинної продукції, що імпортуються або призначені для експорту, є підставою для сплати внеску, розмір якого, порядок справляння та використання якого встановлюються спільним наказом міністрів фінансів та сільського господарства.

Глава III

КОНТРОЛЬ ЗА ТОРГІВЛЕЮ, РОЗПОВСЮДЖЕННЯМ ТА ВИКОРИСТАННЯ ПЕСТИЦИДІВ

Ст. 16 - Відповідно до положень чинного законодавства, забороняється виробництво, імпорту, розробка, пакування, зберігання, транспортування, продаж та розповсюдження будь-якого пестицидного продукту, що використовується для боротьби зі шкідливими організмами, який не отримав схвалення або тимчасового дозволу на продаж, виданого Міністром сільського господарства, на підставі висновку технічного комітету, склад якого визначається рішенням Міністра сільського господарства.

Умови отримання дозволу або тимчасового дозволу визначаються постановою.

Ст. 17 - Відповідно до положень чинного законодавства, будь-яка фізична або юридична особа, яка бажає виробляти, імпортувати, формулювати, упаковувати, продавати або розповсюджувати сільськогосподарські пестициди, повинна отримати попередній дозвіл від Міністра сільського господарства.

Умови та процедури надання такого дозволу визначаються наказом.

Ст. 18 - Контроль за використанням пестицидів здійснюється інспекторами, призначеними для цієї мети відповідно до чинного законодавства.

Призначені інспектори приймають присягу.

Інспектори з контролю пестицидів уповноважені виконувати свої обов'язки в приміщеннях, де виробляються, формулюються, упаковуються та розповсюджуються пестицидні продукти. Вони також мають право відбирати зразки з партій імпортованих, вироблених, розроблених, упакованих або запропонованих для продажу пестицидів для проведення фізичного, хімічного, біологічного та токсикологічного аналізів, а також перевіряти їх відповідність дозволу, зазначеному в статті 16 цього закону.

Результати аналізів, проведених компетентними адміністративними органами або лабораторіями, що спеціалізуються на аналізі сільськогосподарських пестицидів, і затверджених Міністром сільського господарства, є достовірними.

Дистриб'ютор або виробник відповідних пестицидів може протягом трьох днів з моменту отримання інформації про результати вищезазначених аналізів вимагати проведення повторного аналізу референтною лабораторією та повідомити адміністрацію про результати цього аналізу протягом одного місяця з дня отримання запиту.

Перелік референс-лабораторій встановлюється наказом Міністра сільського господарства.

Якщо повторний аналіз є позитивним для зацікавлених сторін, їм або відшкодовується вартість знищених пестицидів та, у відповідних випадках, витрати на їх транспортування, якщо вони були

затримані при імпорті, або надається дозвіл на використання цих пестицидів відповідно до положень статей 16 та 17 вище.

Ст. 19 - Інспектори з контролю сільськогосподарських пестицидів уповноважені розслідувати та встановлювати порушення положень розділу III цього закону та складати відповідні звіти. Інспекції проводяться на підставі наказу про відрядження, виданого Міністром сільського господарства, керівником структури, відповідальної за інспекцію пестицидів для сільськогосподарського використання в Міністерстві сільського господарства, або регіональним уповноваженим з питань сільськогосподарського розвитку з територіальною юрисдикцією, із зазначенням місця та дати проведення інспекції.

Ст. 20 - Контролери сільськогосподарських пестицидів можуть звертатися за допомогою до поліції, національної гвардії та митниці, якщо це необхідно.

Ст. 21 - За проведення аналізів, погодження та видачу попередніх дозволів на продаж пестицидів сплачується внесок на витрати, розмір якого, порядок його стягнення та використання встановлюється спільним наказом міністрів фінансів та сільського господарства .

Глава IV

ПРИКІНЦЕВІ ТА ЗАКЛЮЧНІ ПОЛОЖЕННЯ

Ст. 22 - Штраф у розмірі від 1 000 до 10 000 динарів накладається, без шкоди для прав третіх осіб, на будь-яку особу, яка порушує положення цього закону та текстів, прийнятих для його застосування. У разі повторного правопорушення компетентний суд встановлює максимальний штраф у розмірі, що вдвічі перевищує зазначену суму.

Ст. 23 - Будь-яке порушення положень статей 17, 18 і 19 цього закону карається штрафом у розмірі від 1 000 до 10 000 динарів і позбавленням волі на строк від одного місяця до одного року або тільки одним із цих двох покарань.

На додаток до покарань, зазначених у попередньому пункті, будь-яке порушення положень статей 18 і 19 цього закону карається тимчасовим або постійним відкликанням дозволу, передбаченого вищезгаданою статтею 17.

Ст. 24 - Усі попередні положення, що суперечать цьому закону, зокрема декрети від 11 липня 1932 року та 29 січня 1934 року про захист рослин та захист від організмів, шкідливих для сільськогосподарських культур, а також закон № 61-39 від 7 липня 1961 року про встановлення контролю за торгівлею та використанням пестицидів у сільському господарстві, скасовуються. Однак положення цих законів і декретів, а також відповідних прикладних текстів залишаються чинними до опублікування декретів, розпоряджень і нормативних текстів, передбачених цим законом.

Цей закон має бути опублікований в Офіційному віснику Туніської Республіки і набуває чинності як державний закон.

Туніс, 3 серпня 1992 року.

ZINE EL ABIDINE BEN ALI